

*Armes nucléaires*

Le Canada a accepté volontairement de contribuer à la capacité de l'alliance d'appliquer sa stratégie de dissuasion. Je répète que cela a coûté moins cher au Canada qu'à plusieurs autres pays de l'alliance qui ont accepté que des armes nucléaires soient déployées sur leur territoire. Il serait contraire à notre participation à l'alliance et à nos propres intérêts en matière de sécurité que le Canada tente, par principe, de se dissocier de la stratégie de dissuasion nucléaire en partie ou en totalité.

Cette dissuasion demeurera un élément essentiel de notre défense collective, tant qu'on n'aura pas réalisé des progrès beaucoup plus importants pour ce qui est de réduire les armements des deux côtés, notamment les armes nucléaires stratégiques, et de bâtir un monde plus sûr.

Le contrôle des armements et le désarmement constituent également un élément essentiel de notre sécurité nationale. À l'instar des autres membres de l'alliance, le gouvernement canadien reconnaît qu'il faut parvenir à dépendre moins des armes nucléaires. Il est également important d'en arriver à une réduction équilibrée des armes conventionnelles. Le fait que les États-Unis et l'Union soviétique pourraient sous peu conclure un accord sur les forces nucléaires de portée intermédiaire, tendant à supprimer toutes les armes nucléaires de portée intermédiaire de façon globale, constitue une étape importante dans les efforts que nous déployons afin de réduire les armements.

Les États-Unis et l'Union soviétique ont entrepris des négociations en ce sens à la suite d'une initiative de l'alliance. Les progrès réalisés dépendent, dans une large mesure, de la capacité de l'alliance d'aborder la question d'une façon cohérente et coordonnée. L'alliance soutient également les efforts déployés par les deux superpuissances afin de négocier des réductions importantes de leurs arsenaux nucléaires stratégiques.

Alors que nous supprimons peu à peu les armes nucléaires, l'équilibre des forces conventionnelles prend de plus en plus d'importance. Dans ce domaine, également, le Canada et d'autres pays de l'OTAN coordonnent leurs efforts afin d'obtenir des négociations ayant pour objectif de maintenir la sécurité du monde, grâce à une réduction équilibrée des armements.

Le Canada est en mesure d'apporter une contribution sérieuse et constructive aux efforts importants déployés relativement aux négociations sur le contrôle des armements, chose qui nous intéresse directement, du fait de notre présence à la table des négociations en tant que membre de l'alliance. Le Canada pourrait beaucoup moins influencer sur les événements s'il se privait de la possibilité d'agir et de réagir directement. Même aux tribunes multilatérales de contrôle des armements, l'influence du Canada découle de notre participation à l'alliance, qui montre aux autres pays concernés que nous sommes au courant des principales négociations qui se déroulent et que nous y participons directement. Si nous refusons d'assumer notre part de la défense collective, notre capacité d'influer sur les événements, en tant que membre de l'alliance, s'en trouvera d'autant diminuée.

Nous devons nous poser la question: Que gagnerait-on à déclarer le Canada zone dénucléarisée? À bien des égards, cela ne changerait rien. Le Canada demeurerait un pays dépourvu d'armes nucléaires qui ne participe pas directement à la fabrication et à l'entretien des arsenaux nucléaires. Si nous disions qu'il faudrait se dissocier de certains aspects essentiels de la stratégie de défense collective de l'alliance, le crédit du Canada et son influence auprès de ses partenaires européens traditionnels, pour ne pas mentionner les États-Unis, seraient considérablement réduits. Notre propre sécurité ne s'en trouverait certainement pas accrue, et elle risquerait en fait d'être compromise. Par ailleurs, dire une telle chose, c'est ignorer la réalité et l'interdépendance qui existe dans le monde actuellement. Celle-ci est tout aussi réelle dans le domaine de la sécurité nationale que dans d'autres domaines.

Enfin, je voudrais bien faire comprendre ce que le gouvernement pense de la question d'un référendum mondial sur le désarmement nucléaire. La manifestation d'une volonté générale en faveur du désarmement nucléaire serait une bonne chose en soi, mais cela ne remplacerait pas la négociation d'accords efficaces de limitation des armements. Ceux qui réclament un référendum oublient que pour arriver vraiment à réduire la quantité d'armes nucléaires, il faut des négociations entre les gouvernements. Il n'existe pas de raccourcis ni d'autres moyens.

Même si l'on tenait un tel référendum, on ne sait pas trop bien comment il faudrait interpréter les résultats, étant donné les différences qui existent entre les régimes politiques et les conceptions de la liberté d'expression dans le monde. Par ailleurs, des considérations d'ordre pratique, comme les dépenses énormes qu'entraînerait une telle entreprise à un moment où les Nations Unies essaient d'éviter une crise financière, constitueraient une forte contrainte. Quand on compare les avantages fictifs aux coûts colossaux, l'utilité d'un tel référendum est extrêmement douteuse.

C'est pour toutes les raisons que j'ai citées que j'exhorte fortement mes collègues des deux côtés de la Chambre à voter contre cette motion.

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, de toute évidence, la députée de Leeds—Grenville (M<sup>me</sup> Cossett) n'a pas eu beaucoup de temps pour réfléchir à la déclaration qu'elle a lue il y a quelques minutes. Si elle l'avait fait, je serais porté à croire qu'elle se serait abstenue parce qu'elle en serait arrivée à la conclusion que le Canada serait déjà une zone dénucléarisée, si ce n'était pour les essais de missiles de croisière. C'était la politique de plusieurs gouvernements successifs. C'est notre objectif depuis des décennies, sauf, je le répète, que nous avons fait des essais de missiles de croisière et que nous en faisons encore.

• (1720)

Elle n'aurait pas parlé des frais qu'entraînerait le référendum, comme elle l'a fait à la fin de son discours; ces frais terribles, dangereux, préoccuperaient certainement beaucoup la communauté mondiale, comparativement au coût de la course aux armements.